

NOTES

LA COUPE DU MONDE 2026 :

LA SPIRALE
D'AMÉRICANISATION DU
FOOTBALL MONDIAL

Matthieu LLORCA

SPIRALES



Cette note montre que la Coupe du monde 2026 dépasse largement le cadre sportif pour devenir un enjeu géopolitique, économique et commercial.

Dominée par les États-Unis, elle reflète une américanisation de la compétition et une influence croissante du pouvoir politique sur la FIFA.

La marchandisation du tournoi, le coût d'accès pour les supporters et certaines décisions contestées de gouvernance soulèvent des interrogations sur l'intégrité et l'équité de la compétition.

Des recommandations sont formulées en vue de la Coupe du monde 2030 afin de préserver la neutralité et l'accessibilité de l'événement.



La Coupe du Monde de football, au même titre que les Jeux olympiques, constitue l'un des principaux Grands Événements Sportifs Internationaux (GESI) et l'une des manifestations les plus emblématiques de la mondialisation du sport, réunissant des équipes issues de tous les continents et reposant sur un principe de rotation géographique de son organisation.

L'accueil d'un tel méga-événement exige la mobilisation d'infrastructures sportives répondant aux nombreux critères et exigences imposés par la FIFA en matière de capacité, de sécurité, de confort et d'hospitalité, afin d'assurer tant la qualité de la compétition que la maximisation des recettes. L'édition 2026 marque une rupture historique puisqu'elle est la première à être organisée conjointement par trois pays (Canada, États-Unis et Mexique), à accueillir 48 équipes, à compter 104 rencontres et à mobiliser 16 stades, faisant d'elle la plus grande Coupe du monde jamais organisée selon la FIFA.

Toutefois, derrière son image de fête mondiale du football se dessine une compétition de la démesure : la plus commerciale, la plus polluante et la plus politisée de l'histoire. L'édition 2026 marque une rupture : jamais une Coupe du monde n'a autant reflété les rapports de puissance contemporains.



Plus qu'un évènement sportif, elle devient un instrument d'influence des États-Unis, facilité par les choix de gouvernance de la FIFA.

I. La Coupe du monde 2026 : une américanisation de la compétition

Tout d'abord, en 2018, lorsque la candidature conjointe du Canada, du Mexique et des États-Unis l'a emporté sur celle du Maroc, le projet était présenté comme celui d'une Coupe du monde portée par trois nations unies (d'ailleurs initialement baptisé United 2026).

Pourtant, au-delà de cette coopération affichée, l'édition 2026 apparaît avant tout comme la Coupe du monde des États-Unis, tant l'organisation, le modèle économique et les choix commerciaux témoignent d'une profonde américanisation de la compétition.

En effet, le Mexique et le Canada, les deux autres co-organisateurs de la Coupe du Monde, ne sont finalement pas des partenaires à part entière des États-Unis dans l'organisation de cette compétition puisque la répartition des matchs est inéquitable, avec la plus grande partie des matchs qui se jouent aux États-Unis.



Sur les 16 stades impliqués dans cette édition (cf. tableau 1 ci-dessous), 11 sont aux Etats-Unis qui accueillent 78 matchs (soit une part de 75 % des matchs de la Coupe du Monde 2026), 3 au Mexique et 2 au Canada. Tous les matchs à partir des quarts de finale (les plus médiatiques et donc les plus lucratifs) se déroulent d'ailleurs aux Etats-Unis.

La seule compensation obtenue par le Mexique fut d'accueillir le match d'ouverture contre l'Afrique du Sud dans son mythique stade Azteca.

Cette répartition inégale des rencontres reflète les rapports de force asymétriques entre les trois pays organisateurs. Les économies canadienne et, plus encore, mexicaine entretiennent une forte dépendance commerciale à l'égard des États-Unis : environ 65 % des exportations canadiennes et 83 % des exportations mexicaines sont destinées au marché américain (L'Echo magazine, 20261).

Cette asymétrie s'est accentuée dans un contexte marqué par les pressions et les tensions commerciales exercées par l'administration de Donald Trump sur le premier ministre canadien Mark Carney et sur la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, qui se sont d'ailleurs traduites le 1er juillet 2024 par le non-renouvellement de l'accord commercial de libre-échange nord-américain, l'USMCA,



entré en vigueur en 2020 (qui avait succédé à l'ALENA) et qui doit être révisé chaque année. Lancée sous le premier mandat de Trump, la candidature conjointe des trois pays s'inscrivait déjà dans une stratégie visant à renforcer l'influence internationale des États-Unis.

Si les tensions commerciales et géopolitiques étaient alors moins prononcées qu'aujourd'hui, le président américain considérait déjà le soccer comme un vecteur de soft power, c'est-à-dire un instrument d'influence permettant de promouvoir les intérêts d'un État sans recourir à la force.

Tableau 1. Villes hôtes de la Coupe du Monde 2026

Ville (Pays)	Capacité du stade (places)	Nombre de matchs à la Coupe du Monde 2026
Toronto (CAN)	45 000	7
Vancouver (CAN)	54 000	7
Atlanta (USA)	75 000	8
Boston (USA)	65 000	7
Dallas (USA)	94 000	9
Houston (USA)	75 000	7
Kansas City (USA)	73 000	6
Los Angeles (USA)	70 000	8
Miami (USA)	65 000	7
New York (USA)	82 000	8
Philadelphie (USA)	69 000	6
San Francisco (USA)	71 000	6
Seattle (USA)	69 000	6
Mexico (MEX)	83 000	5
Guadalajara (MEX)	48 000	4
Monterey (MEX)	53 000	3



Dans cette perspective, l'attribution de 78 des 104 rencontres de la Coupe du monde 2026 aux États-Unis, dont la finale à New York, apparaît comme l'illustration de leur position dominante au sein de l'organisation conjointe, avec l'appui de la FIFA.

Justement, une autre critique forte de cette édition réside dans l'omniprésence de la FIFA, qui profite de sa pouvoir de monopole, provenant de la vente à un (ou plusieurs) pays de l'organisation de cette compétition (créée en 1928 par Jules Rimet).

L'édition 2026 sera la plus rentable, avec 9 milliards de \$ de recettes attendues pour la FIFA (Duhautois et Arrondel, 2026²), provenant de la hausse des droits TV (+ 35 % par rapport à 2022, du fait d'un plus grand nombre d'équipes participantes) et des recettes billetterie et hospitalités multipliées par trois par rapport à 2022 (Arrondel et Duhautois, 2022³), qui s'explique par les spécificités du marché américain, à savoir le développement de plateformes légales de revente de billets, le recours à la tarification dynamique et la valorisation commerciale de stades de grande capacité.



II. Une édition ultra-politisée

La Coupe du monde 2026 constitue également un levier politique permettant à Donald Trump de renforcer son influence sur son territoire et dans le monde.

A l'automne 2025, il menaçait ainsi de retirer des rencontres à certaines villes dirigées par des démocrates (Boston, Los Angeles⁴, San Francisco, Seattle), qui s'opposent à sa politique alors même que le calendrier de la compétition était déjà fixé et que la commercialisation des billets était ouverte, témoignant d'un degré d'interférence inédit. Cette dimension politique apparaît d'autant plus marquée que sept des onze villes hôtes américaines sont administrées par des majorités démocrates.

Par ailleurs, le choix d'organiser le match pour la troisième place à Miami, principal bastion politique du président, ainsi que la forte médiatisation de la finale prévue le 19 juillet 2026 dans le stade de New York, illustrent la volonté d'associer l'événement à son image. Dans cette perspective, les apparitions publiques de Donald Trump aux côtés de responsables démocrates (comme par exemple auprès du maire démocrate de New York, Zohran Mamdani), malgré des oppositions politiques parfois très vives, participent d'une stratégie de mise en scène destinée à faire de la Coupe du monde un instrument de légitimation politique.



Sous le poids de Donald Trump et du président de la FIFA, Gianni Infantino, le football lui-même a subi une profonde transformation durant cette compétition.

Tout d'abord, l'augmentation du nombre de sélections participantes, porté de 32 à 48 équipes, s'accompagne d'une inflation du nombre de rencontres et d'une hausse significative des prix des billets, dont certains atteignent plusieurs milliers de dollars. L'accès aux rencontres les plus prestigieuses devient de plus en plus sélectif ; le prix de certains billets pouvant dépasser le revenu annuel minimum d'une partie de la population mexicaine !

D'autre part, cette édition confirme l'influence croissante du modèle d'organisation des sports nordaméricains (football américain, NBA...) sur l'organisation de la compétition. La logique des interruptions de jeu, caractéristique des sports américains structurés en quarts-temps, tend à s'imposer au football sous le terme de « pause fraîcheur ». Ainsi, une pause de trois minutes est désormais prévue au milieu de chaque mi-temps, indépendamment des conditions climatiques, alors que ce type d'interruption était jusqu'à présent réservé aux épisodes de fortes chaleurs.



Cette évolution répond avant tout à des objectifs commerciaux, en allongeant les fenêtres consacrées à la publicité télévisée et en favorisant les dépenses de consommation des spectateurs à l'intérieur des stades.

Par ailleurs, la Coupe du monde 2026 s'inscrit également dans une stratégie de valorisation de l'image internationale des États-Unis. Organisée quelques jours avant les célébrations du 250^e anniversaire de l'indépendance américaine, le 4 juillet 2026, elle est perçue par l'administration Trump comme un levier susceptible de soutenir l'attractivité touristique du pays.

Toutefois, cette ambition est limitée par plusieurs facteurs. D'une part, le coût élevé du séjour (les prix des billets s'ajoutant aux dépenses de transport et d'hébergement) a constitué un frein important pour de nombreux supporters. D'autre part, la politique migratoire restrictive mise en oeuvre par les autorités américaines a pu décourager certains supporters, en raison de délais de traitement des demandes de visa qui ont pu atteindre plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

En outre, les restrictions d'entrée visant certains pays ont introduit une forte différenciation entre les délégations sportives et leurs supporters.



Si les sélections nationales concernées sont autorisées à participer à la compétition, leurs supporters peuvent se voir refuser l'accès au territoire américain en raison des mesures migratoires en vigueur. C'est le cas de dix-neuf pays⁵ dans le monde, dont les ressortissants ont été interdits de séjour aux Etats-Unis pour des motifs de sécurité nationale et de lutte contre l'immigration.

Deux cas emblématiques ont reflété cette politique inhospitalière et sans précédent pour un pays organisateur de la Coupe du Monde

- **d'une part**, un arbitre international somalien (Omar Abudlkadir Artan) a été interdit d'entrer sur le territoire américain et de participer à la Coupe du Monde ;
- **d'autre part**, l'équipe d'Iran, a dû implanter son camp d'entraînement au Mexique puisqu'elle n'était autorisée à se rendre aux Etats-Unis pour disputer ses matchs que pour un délai d'une journée.

Enfin, dernier épisode en date, le dimanche 5 juillet, la FIFA (via sa commission de discipline) a annulé, suite à un appel de Trump à Gianni Infantino, un carton rouge reçu par un joueur américain (Folarin Balogun) au Mondial.

Une décision « inédite, incompréhensible et injustifiable » pour reprendre les mots de l'UEFA (la fédération européenne de football), qui crée un précédent dangereux de violation de



la neutralité politique de cette fédération sportive internationale.

En effet, une telle décision de la FIFA remet en cause l'application de ses propres règlements et, par conséquent, la sécurité juridique qui devrait en garantir le respect. Dès lors, les principes d'équité, et d'intégrité de la compétition se trouvent eux-mêmes fragilisés.

Ce scandale, largement dénoncé à travers le monde, illustre l'influence considérable de son président, Gianni Infantino, tout en alimentant les critiques portant sur la gouvernance de la FIFA, les questions éthiques qu'elle soulève (Les Echos, 7 juillet 20266), et sa proximité affichée avec Donald Trump.

La FIFA a d'ailleurs ouvert un bureau dans la Trump Tower, qui est dirigé à un affilié de Trump. Le 5 décembre 2025, Gianni Infantino a même remis au président américain un « prix spécial de la paix » qui n'a aucune légitimité.

Le président de la FIFA visera un troisième mandat lors des prochaines élections à la FIFA d'automne 2026. Il part déjà en position de favori, soutenu par les confédérations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, en promettant de redistribuer 2,7 milliards de dollars aux fédérations de football au cours du prochain cycle (Les Echos, 11 juillet 20267).



III. Recommandations pour la prochaine Coupe du monde de 2030

Nous proposons pour la prochaine Coupe du monde de 2030, qui sera organisée en Espagne, au Maroc et au Portugal⁸, les quatre recommandations suivantes.

Tout d'abord, renforcer l'indépendance de la FIFA vis-à-vis des pressions politiques des Etats hôtes et créer un comité international indépendant, chargé de veiller au respect des règles sportives, des principes d'équité, de neutralité politique et d'intégrité des compétitions.

Également, mieux encadrer les innovations commerciales, comme les « pauses fraîcheur », afin qu'elles ne modifient pas la nature sportive de la compétition, en interrompant les matchs.

Par ailleurs, garantir dans le cahier des charges de la FIFA, la venue des supporters et des délégations dans le(s) pays hôte(s), en assurant des procédures simplifiées sur les visas et la liberté de circulation.

Enfin, mettre en place une politique tarifaire plus accessible afin d'assurer la cohérence entre la démocratisation sportive de la compétition (48 équipes participantes lors de cette édition, celles de 2030 et de 2034⁹, et éventuellement 64 en 2038) et son accessibilité économique pour les spectateurs.



En conclusion, il ressort que la Coupe du monde n'est plus seulement le miroir de la mondialisation : elle devient un terrain où s'exercent les rapports de puissance entre États, organisations internationales et acteurs économiques.

Le football n'échappe plus à la géopolitique : il en est désormais l'un des vecteurs.

Matthieu LLORCA

